Elections Législatives du 23 Novembre 1958

DÉPARTEMENT DE L'AUDE
CIRCONSCRIPTION DE LIMOUX - CASTELNAUDARY

Electrices, Electeurs,

Investi à l'unanimité et sans que j'ai rien sollicité d'eux, par les délégués des treize Cantons constituant la circonscription de Limoux-Castelnaudary, j'ai conscience d'obéir à l'appel du devoir républicain en venant me présenter à vos libres suffrages. Cet hommage que m'ont rendu les représentants qualifiés du parti radical-socialiste du Limouxin et du Lauragais, est allé avec le même élan vers mon excellent collègue et ami Gaston Garouste, Maire de Castelnaudary, désigné à mon choix comme suppléant et l'ont contraint au même devoir.

Ainsi deux chefs-lieux les plus importants de la 3e circonscription, ces deux villes sœurs qui à des titres divers constituent le pôle d'attraction de deux arrondissements, se donnent, par notre intermédiaire, fraternellement la main pour aborder la première bataille de la Ve République et, j'en suis persuadé, pour y faire triompher les idées de LIBERTE, d'ORDRE, et de PROGRES qui ont toujours été et sont demeurées les nôtres.

Notre Pays a accompli le 28 septembre 1958 une REVOLUTION PACIFIQUE qui a étonné le monde jusque-là enclin à nous considérer comme incapables de replacer la France au niveau élevé d'où, malgré deux guerres et l'occupation, elle n'aurait jamais dû descendre. Ce n'est point le régime républicain qui s'est effondré le 28 septembre devant la volonté de 80 % des Français, mais la caricature qu'en avaient fait les luttes politiques, la démagogie et, il faut bien le dire, les mœurs parlementaires qui avaient pourri la constitution de 1946 alors qu'elle portait déjà en elle les germes de sa perte, constitution que nous N'AVIONS PAS, NOUS, VOTEE.

Je me flatte d'avoir, dans ma modeste sphère d'influence, contribué à ce mouvement de rénovation nationale issu d'un élan magnifique qui est d'ailleurs en passe de faire maintenant la quasi-unanimité et doit permettre à la France aimée et respectée de reprendre allègrement le cours de ses destinées.

C'est donc sans réserve que j'entends SUIVRE LA VOIE TRACEE PAR LE GENERAL DE GAULLE ET SON GOUVERNEMENT D'UNION. Ils ont jeté les bases de départ d'une œuvre considérable qui doit être organisée et continuée sur le plan législatif grâce à une stabilité ministérielle désormais assurée et dans le souci de rompre définitivement avec les regrettables errements du passé qui ont conduit à sa perte la IVe République, sur laquelle on avait pourtant fondé tant d'espoirs.

Au point de vue extérieur, je place au-dessus de tout la PAIX entre les peuples. L'entente entre les Nations et le désarmement SIMULTANE et CONTROLE sont à mes yeux le seul moyen de préserver cette paix, toujours promise dans les instances internationales, mais qui est, hélas ! loin de régner partout dans le monde.

Tant que l'horizon chargé de nuages menaçants ne sera pas éclairci : la France doit MAINTENIR SES ALLIANCES sans cependant devenir la vassale d'aucun des Etats ayant recherché ou obtenu son amitié.

La question de l'Union Française étant pratiquement résolue par le choix des populations intéressées, le problème crucial demeure l'Algérie, où il convient d'y continuer la politique prudente et ferme de pacification sans négliger aucune chance de négociation en vue d'un cessez-le-feu devant permettre de reporter les énormes crédits nécessités par les opérations militaires sur l'amélioration des conditions de vie des algériens.

En politique intérieure, compte tenu des garanties offertes par le Chef du Gouvernement et les éminents républicains qui lui ont apporté leur caution, il faut continuer à leur faire confiance pour MAINTENIR l'ORDRE et VEILLER à l'EQUILIBRE MORAL, FINANCIER ET ECONOMIQUE DE LA NATION.

Le monopole de la défense des travailleurs n'appartient à personne et il n'est pas besoin d'être Marxiste avoué ou camouflé pour comprendre que l'OUVRIER, CREATEUR DE RICHESSE PAR SON TRAVAIL, DOIT TROUVER DANS LA JUSTE REMUNERATION DE CE DERNIER LES MOYENS DE VIVRE DIGNEMENT et D'ASSURER LE PAIN de SES VIEUX JOURS.

Sur le plan financier, j'estime que l'Etat, prenant exemple sur nos communes, doit mieux proportionner ses dépenses à ses ressources et ne pas perdre de vue que l'ACCROISSEMENT INCONSIDERE DES CHARGES CONTRIBUTIVES RETENTIT SUR L'ECONOMIE GENERALE. Il faut qu'il réduise au maximum son train de vie, supprime les dépenses somptuaires et inutiles pour aboutir à des économies substantielles ayant pour conséquence une réorganisation administrative et judiciaire, mais dans le sens de la décentralisation, afin de ne pas toujours drainer vers les grands centres des organismes que l'on doit au contraire rapprocher des assujettis.

La FISCALITE, dont on nous promet depuis trop longtemps une réforme à laquelle aspirent plus particulièrement les commerçants et industriels, doit être sans retard REVISEE et AMENAGEE afin que disparaisse une inquisition intolérable dont je connais avec eux les désagréments. C'est assez dire que je ne laisserai pas à d'autres qui, par leur profession, sont dispensés de ces charges excessives, le soin de défendre avec énergie les droits du commerce, de l'industrie et de l'artisanat.

Il en sera de même pour les AGRICULTEURS ET VITICULTEURS, dont la PROSPERITE CONDITIONNE CELLE DE TOUTE NOTRE REGION. Vivant en permanence au milieu d'eux, je sais que leurs revendications sont raisonnables car la terre est ingrate, les récoltes incertaines et la vente des produits du sol trop variable, sinon peu rémunératrice. Je sais aussi leurs préoccupations vis-à-vis de la mise en application du MARCHE COMMUN prévue pour le 1er janvier prochain, préoccupations qui rejoignent celles des industriels étant donné le prix de revient élevé de nos produits du fait de charges que n'ont pas ceux d'autres pays compris dans ce pacte économique.

Il y a encore chez nous trop de régions desheritées, surtout dans nos montagnes, où l'exode rural s'accentue parce que leurs habitants, les jeunes surtout, n'y trouvent plus les moyens de vivre. Cette constatation doit retenir plus sérieusement l'attention des pouvoirs publics si l'on ne veut pas voir augmenter la superficie des terres abandonnées.

Il faut aussi, d'un point de vue plus général, en finir avec cette politique absurde de taxation de certains produits à un prix limite peu élevé comparativement à leur prix de revient, ce qui trop souvent provoque l'abandon de cette branche de production. Tout le monde sait que les récoltes sont irrégulières et il EST JUSTE QUE LES BONNES ANNEES COMPENSENT POUR LES PRODUCTEURS CELLES, HELAS ! PLUS FREQUENTES QUI SONT DEFICITAIRES bien

qu'ayant nécessité autant de dépenses. De même qu'il est normal que la rémunération des travailleurs augmente proportionnellement à l'élévation du coût de la vie il est non moins logique que le travail de la terre connaisse la même progressivité. Cela est essentiel pour nos deux circonscriptions, qui sont presque exclusivement à vocation agricole. Enfin l'organisation des marchés et la régularisation des cours ne doivent se faire qu'avec les représentants qualifiés des producteurs.

Je m'engage enfin à œuvrer avec opiniâtreté en vue de la création immédiate de la CAISSE NATIONALE DES CALAMITES AGRICOLES. Il est grand temps que nos agriculteurs victimes de calamités atmosphériques ne soient plus réduits à mendier des secours à un Etat qui trop souvent les attribue avec parcimonie et parfois inéquitablement.

J'en ferai de même afin que notre région ne soit pas oubliée dans le programme de déconcentration industrielle ayant pour but de décongestionner la région Parisienne. Cela est d'autant plus possible qu'il se trouve notamment dans la Haute Vallée de l'Aude, des usines inutilisées et d'autres pouvant aisément être reconverties.

En ce qui concerne les COMMUNES, j'estime que doivent intervenir des SIMPLIFICATIONS et UN DESSERREMENT de la TUTELLE administrative de façon à les orienter progressivement vers cette autonomie à laquelle aspirent les élus locaux. De même doit être provoqué l'ALLEGEMENT des CHARGES ADMINISTRATIVES abusivement imposées aux Collectivités Communales pour le compte de l'Etat. Les Communes déshéritées (et il y en a malheureusement beaucoup) doivent recevoir une aide efficace leur permettant de couvrir certaines DEPENSES D'ASSISTANCE, hors de proportion avec leurs ressources et également en vue de l'AMELIORATION de leurs VOIES DE COMMUNICATION. Enfin, il est souhaitable que soient envisagées des ressources nouvelles au profit des communes dans le cadre de la réforme des finances locales et que soit créé pour elles une Caisse de Crédit ne limitant pas ses frais aux seuls projets subventionnés.

Ma sollicitude demeure acquise aux ANCIENS COMBATTANTS et VICTIMES DE LA GUERRE auxquels on ne doit plus marchander les réparations auxquelles ils ont droit.

Les Déshérités et les Economiquement Faibles seront l'objet de mon action la plus soutenue.

L'EDUCATION PHYSIQUE ET LES SPORTS sont également l'objet de mes préoccupations tout comme l'AMENAGEMENT DE LOCAUX SCOLAIRES suffisants pour recevoir la totalité des enfants fréquentant l'école, le développement de l'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE et l'extension du système des bourses. L'avenir si préoccupant de notre jeunesse ne doit pas être négligé et il faut avoir le courage d'aborder de face ce problème angoissant.

Je demanderai l'extension du bénéfice de la SECURITE SOCIALE AUX PETITS ARTISANS COMMERÇANTS ET PROPRIETAIRES.

Enfin, j'exigerai l'accentuation de la POLITIQUE DU LOGEMENT jusqu'au moment où la crise encore aiguë aura disparu.

N'attendez pas de moi de grands discours, mais simplement des actes, car j'ai la conviction que les affaires de la défunte quatrième auraient certainement été plus efficacement conduites si on avait moins parlé et mieux agi.

Il est fini le règne des apparentements qui vous faisaient voter pour ceux dont vous ne vouliez pas, de même qu'a été écartée la fameuse représentation des minorités qui vous attribuait des représentants quasi-invisibles et qui a conduit l'Assemblée Nationale à l'IMPUISSANCE et à un IMMOBILISME dont notre Pays a fait les frais.

Et puisque enfin nous voilà revenus à une époque où vous pouvez voter pour un homme que vous connaissez et avec lequel vous devez avoir de fréquents contacts qu'il doit lui-même de son côté rechercher, vous me verrez à Limoux et à Castelnaudary, vous me verrez dans vos villages et dans vos campagnes. Ma porte sera ouverte à tous sans exception, car j'estime que la vraie démocratie est celle qui permet au plus humble de faire entendre sa voix. Vous pourrez m'écrire, vos lettres ne resteront pas sans réponse.

Voilà l'essentiel du rôle du Député tel que je le comprends. Il sera le mien si vous me faites confiance. L'œuvre que j'ai entreprise à Limoux et qui m'a valu l'audience de ses habitants témoigne, je crois, de ma conception du progrès social et de l'amélioration sans cesse croissante des conditions de vie.

Les anciens slogans politiques uniquement faits pour piper les suffrages sont périmés et dépassés. La démagogie n'est plus de mise et les vieilles querelles politiques ou religieuses sont révolues.

LA REPUBLIQUE n'est plus contestée : faisons qu'elle ne soit plus l'apanage de quelques-uns mais qu'elle devienne plus belle, plus accueillante et toujours plus juste. On a parlé de féodalités économiques que l'on doit neutraliser. On a certes raison si ces féodalités sont contraires à l'intérêt général, mais il en est d'autres tout aussi redoutables et qu'il faut abattre : ce sont les féodalités politiques dont nous connaissons dans l'Aude une trop éloquente illustration.

LA LIBERTE, la vraie, celle de tous, doit s'épanouir dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à celle d'autrui. Il faut que désormais la France vive dans la CONCORDE et non dans la lutte de classes qui doivent ensemble concourir au progrès et au bien commun.

CHERS CONCITOYENS,

C'est à cette œuvre de CONCORDE NATIONALE, de PAIX INTERIEURE et EXTERIEURE, de PROGRES SOCIAL DANS L'ORDRE ET LA LEGALITE REPUBLICAINE qu'avec mon ami Garouste je vous convie à travailler dans l'intérêt supérieur du Limouxin et du Lauragais, c'est-à-dire de notre petite patrie et en même temps pour la grandeur de la France et de la République.

François CLAMENS,

Industriel,
Maire de Limoux,
Conseiller Général de l'Aude,
Candidat Radical-Socialiste
et d'Union des Républicains pour le Renouveau National.

IMP. DEFFÈS ET CIE - LIMOUX